



Avis de publicité concession de service public pour la gestion et l'exploitation du refuge de la Cantonnière.

SECTION I - IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT CONCÉDANT :

I.1 Nom et adresse de l'autorité concédante :

PARC NATIONAL DU MERCANTOUR.
23 rue d'Italie
CS 51316
06006 NICE cedex 1
Tel : 04 93 16 78 88

I.2 Nature de l'autorité concédante :

Établissement Public National à Caractère Administratif.

I.3 Point de contact :

Pour les questions administratives et juridiques :

Secrétariat général, pôle financier :
Mme Sandra BALLESTER
Tel : 04 93 16 56 99
Courriel : sandra.ballester@mercantour-parcnational.fr

M Jean-Baptiste DEMAUGÉ
Secrétaire général adjoint
Tel : 04 93 16 56 93
Courriel : jean-baptiste.demaugé@mercantour-parcnational.fr

SECTION II - OBJET DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC (C.S.P.) :

II.1 Intitulé de la concession de service public :

Concession de service public de gestion et d'exploitation du Refuge de la Cantonnière, lieu-dit Estenc, 06470 - Entraunes, (Alpes Maritimes).2026-2029

II.2 Objet de la concession:

Domaine de la concession : Hébergement et restauration.

II.3 Durée de la C.S.P.

4 années.

II.4 Date de début prévisionnel d'exploitation :

1er janvier 2026

II.5 Lieu principal d'exécution de la C.S.P. :

Lieu-dit Estenc ; 06470 ENTRAUNES ;

Code NUTS (Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques) : FR 821.

II.6 Autres caractéristiques et informations sur la nature et l'objet de la C.S.P. :

Le Parc national du Mercantour confie au concessionnaire une mission de service public consistant à accueillir, informer, héberger et restaurer tout usager du refuge dit de "la Cantonnière" dont il est attributaire à titre de dotation des propriétés domaniales.

Le refuge de la Cantonnière est situé dans le département des Alpes Maritimes à 1850 m d'altitude en bordure de la D 2202 (Route des Grandes Alpes), à 15 km environ d'Entraunes en direction du col de la Cayolle.

Il est composé d'un bâtiment à usage d'habitation pour le concessionnaire, d'hébergement, de restauration et d'animation pour tout public et de terrains attenants.

Le bâtiment se compose de deux grande pièces servant de salle à manger d'hiver et/ou d'été, de 4 dortoirs (1 de 14 places ; 2 de 5 places ; 1 de 4 places), 3 chambres doubles, 1 chambre double PMR soit une capacité de 36 lits.

Le concessionnaire retenu exploitera le service public du refuge de Cantonnière à ses risques et périls en tirant substantiellement sa rémunération des redevances perçues sur les usagers du service public. Les modalités de calcul de la redevance à verser à l'établissement public concédant sont présentées dans le cahier des charges.

II.7 Les missions de la concession :

Pendant la période d'ouverture prévue en continue sur l'année hors congés, les missions du concessionnaire seront les suivantes :

- Accueillir tous les usagers-clients pour l'abri et pour la nuit en assurant le gîte et le couvert, même s'ils n'ont pas réservé, et sans discrimination en fonction du niveau des prestations demandées, dans le respect de la réglementation relative à la sécurité de ce type d'Établissement Recevant du Public (E.R.P.).
- Assurer la gestion et l'exploitation courante, l'entretien des bâtiments et des extérieurs dans le cadre du périmètre concédé (y compris de l'espace d'animation).
- Assurer la promotion et la commercialisation du refuge.

- Informer les usagers-clients pour leur sécurité, des conditions météorologiques sur les itinéraires et le milieu montagnard environnant.
- Intervenir pour les premiers secours dans les abords du périmètre de la concession et informer les services de secours compétents.
- Informer les pouvoirs de police et de sécurité en cas de risques majeurs ou éminents.
- Sensibiliser aux spécificités du territoire (classement en parc national et missions associées, patrimoines locaux, réglementation du cœur de parc) en mettant en œuvre des actions concrètes de sensibilisation et d'éducation à l'Environnement et au Développement Durable à destination des usagers-clients et du grand public ;
- Mettre en œuvre en partenariat avec le concédant, une information et des animations à destination des usagers-clients, sur les richesses et les enjeux de préservation des patrimoines du parc.
- Assurer la promotion des activités du Parc national du Mercantour, des publications, ouvrages, produits dérivés et de manière générale, mettre en œuvre toute action de promotion et de commercialisation entrant dans le champ des compétences du concédant.

SECTION III - PRÉSENTATION DES CANDIDATURE ET DES OFFRES :

III.1 Contenu du dossier de candidature :

Le candidat devra fournir :

- Une lettre de candidature du candidat individuel ou du groupement.
- La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat (ou chaque membre du gouvernement) n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L.3123-1 à L.3123-5 et L.3123-7 à L.3123-11 du Code de la Commande Publique
- En cas de redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Pour les entreprises existantes, l'extrait K Bis d'inscription au registre du commerce et des sociétés, pour les autres une justification de la structure juridique envisagée.

Copie des certificats délivrés par les administrations et organismes chargés du recouvrement des impôts, taxes et cotisations sociales attestant de la régularité au 31 décembre 2019 ou copie de l'état annuel des certificats reçus. Pour les obligations ne donnant pas lieu à un certificat, une attestation sur l'honneur que le candidat satisfait : à l'ensemble des obligations en matière fiscales et sociales, à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés et à la lutte contre le travail dissimulé au 31 décembre 2019

- Une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de moins de trois mois délivrée par la compagnie d'assurance.

III.1.1 Capacité économique et financière :

Le candidat devra fournir un rapport présentant les chiffres d'affaires annuels aux prestations similaires et à l'objet de la consultation réalisés au cours des trois dernières années, les bilans et

comptes de résultats des trois derniers exercices et les garanties financières.

Si le candidat ne peut produire ces éléments, il en exposera les motifs.

III.1.2 Capacité technique et professionnelle :

Le candidat devra fournir :

- Un rapport présentant ses motivations, ses diplômes et son expérience pour assurer la gestion du refuge et la restauration touristique, sa connaissance du milieu montagnard du massif du Mercantour et des missions du Parc national du Mercantour ainsi que son projet personnel concernant la gestion de l'hébergement, notamment son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers, les modalités d'organisation envisagées, ses effectifs ainsi que leurs qualifications (diplômes et expérience, CV, références professionnelles) et l'organigramme fonctionnel pour ce type de service.
- Une liste de références récentes pour des missions équivalentes.
- Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose pour l'exécution du service.

III.2 CONTENU DE L'OFFRE

Ce dossier doit permettre à l'autorité concédante de connaître, dans le détail, les moyens mis en œuvre et les propositions pour répondre aux exigences du cahier des charges. Elle comprendra notamment une proposition de grille tarifaire applicables aux prestations délivrées.

SECTION IV - PROCÉDURE :

IV.1 Modalités de présentation des dossiers :

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Pour les modalités de remise des candidatures et des offres voir article VI du règlement de la consultation.

IV.2 Conditions de délais :

Date limite de réception des offres : **LUNDI 22 septembre 2025 à 17H30**

IV.3 Langue(s) pouvant être utilisée(s) pour les candidatures :

Les candidatures et les offres devront être rédigées en langue française.

Les candidats établis dans un État autre que la France, pourront fournir des documents équivalents aux documents demandés ci-dessus.

Les certificats délivrés dans une langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction assermentée en langue française.

SECTION V - PROCÉDURES DE RECOURS :

V.1 Instance chargée des procédures de médiation :

Comité consultatif Inter-régional de Règlement amiable des litiges :
Préfecture de Région
Secrétariat général pour les Affaires générales
Boulevard Paul PEYTRAL
13282 Marseille cedex 20
Tel : 04 91 15 63 74
Fax : 04 91 15 61 90.

V.2 Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Nice
18 avenue des Fleurs
06000 NICE

V.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Nice.